

# Retraités

## RETRAITÉS DANS L'ACTION, SANS RELÂCHE

Traités de « privilégiés », de « nantis » ou désignés comme « personnes âgées », les retraités n'ont pas une place reconnue dans la société. La retraite n'est plus un droit lié au statut d'anciens salariés mais devient une simple allocation modulable selon les circonstances. Contre cette forme d'exclusion, « le groupe des 9 », (organisations syndicales et associatives de retraités CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires), continue à impulser des initiatives diversifiées dans lesquelles les sections départementales et académique des retraités du SNES prennent toute leur place.

**Cartes-pétition, questionnaires revendicatifs, colloque, interventions auprès des parlementaires, manifestations...** les actions contre la baisse continue du pouvoir d'achat et pour la revalorisation des pensions s'opposent frontalement aux orientations politiques. Une perte sévère de pouvoir d'achat peut commencer dès le passage à la retraite quand les réformes successives rendent plus difficile d'atteindre le taux de remplacement de 75% du traitement indiciaire des 6 derniers mois fixé par le code des pensions de la Fonction Publique.

**Ensuite le « privilège » des retraités** est de subir une cascade de mesures spécifiques : fiscalité, revalorisation sur le seul indice des prix retardée, quand elle a lieu conformément à la loi, gel des pensions pendant 4 ans reconduit pour 2018 avec un ajustement de +0,8% en octobre 2017 bien insuffisant, augmentation plus forte de la cotisation MGEN. Sur les 10 dernières années les pertes accumulées sont estimées à 12%.

**L'augmentation de la CSG de 1,7 point sans compensation** de surcroît (soit une hausse de 25%) pour 60% des retraités a fait monter la colère et les retraités ont massivement participé à la manifestation unitaire du 28 septembre 2017 à Paris. La protestation se poursuit. Solidaires des fonctionnaires méprisés, de nombreux retraités ont participé à la manifestation unitaire des fédérations de la FP le 10 octobre. Même combat contre des décisions anti-sociales quand « en même temps » les plus fortunés vont bénéficier de 4,5 milliards de remise d'impôts !

**L'objectif de ces mesures libérales ?** Il faut réduire la dépense publique pour les retraites, jugée improductive pour le capital. Et les projections faites pour les années à venir (INSEE, Conseil d'Orientation des Retraites...) annoncent une paupérisation progressive des retraités. On perçoit le message démobilisateur envoyé aux plus jeunes incités à se détourner d'un régime de retraite solidaire et à capitaliser pour l'avenir. L'appel à la résignation des retraités est tout aussi clair.

**Mais c'est sans compter avec la détermination des retraités** et de leurs organisations, convaincus que d'autres choix sont possibles grâce à une autre répartition des richesses. Le Président Macron refuse avec hauteur de recevoir le groupe des 9 et d'entendre les revendications de 16 millions de retraités considérés sans doute comme quantité négligeable. Alors les interventions continuent contre ce déni de démocratie.

**Dans les Yvelines, un rassemblement de retraités** FSU, CGT, FGR-FP, LSR devant la permanence vide d'Aurore Bergé mais bien couvert par la presse locale a contraint la députée et porte-parole LREM à recevoir une délégation.

**Par ailleurs les retraités du SNES-FSU seront aux côtés des actifs** au moment où sera connu le projet présidentiel de réforme systémique des retraites. Dans l'immédiat, un stage académique a été de nouveau organisé le 20 novembre 2017 pour les futurs retraités afin de présenter les enjeux des réformes, d'informer sur les dangers d'une réforme en comptes notionnels vers quoi semble s'orienter le gouvernement et d'apporter une aide individuelle dans la constitution du dossier.

**Dans l'Essonne, la section des retraités du SNES est** aussi très impliquée, aux côtés d'autres forces, dans le développement de la mobilisation contre la fermeture programmée des hôpitaux de proximité à Longjumeau, Juvisy, Orsay pour construire un hôpital « de pointe » à Saclay dans le cadre des restructurations dont on sait les méfaits pour l'accès aux soins.

**Enfin, en Ile-de-France l'action se poursuit** pour obtenir pour tous les retraités des tarifs réduits de 50% pour les transports, puisqu'il n'y a plus de prise en charge par l'employeur. Les représentants régionaux des 9 lancent une pétition en ligne et seront prochainement reçus à la Région.



**Citoyens et syndiqués  
à part entière,  
les retraités  
ne lâchent rien !**

**Martine Beaulu Barlier**